La Révolution de Velours de Claude M.

Interview : Bernard Thomas

Le ministre de l'Éducation, Claude Meisch (DP), estime que le temps est venu pour que le système scolaire traditionnel « s'inspire » des écoles publiques européennes

« Le système scolaire est injuste et inefficient. On parle d'une perte de potentiel, tant humain qu'économique, que le pays ne peut tout simplement plus se permettre »

d'Land : Vous avez passé cette année un Master en Politiques Éducatives à l'Université de Vienne, vous êtes le premier ministre de l'Éducation luxembourgeois à n'avoir pas été issu d'une école classique. Votre parcours scolaire a-t-il influencé votre vision de l'éducation ?

Claude Meisch : Je ne me suis jamais posé cette question… Même si ça doit forcément avoir eu une influence. Je n'ai pas initialement emprunté vers le classique. Mais j'étais un peu sur le pied de guerre avec la langue française et, dès la septième, je me suis retrouvé avec un examen de rattrapage, auquel j'ai échoué. Entre redoubler une année au classique et changer en huitième technique, le choix était vite fait, et j'ai continué mon scolarité dans la section technique. À quatorze ans, je me suis inscrit en troisième parallèle, une classe qui qu'il en soit, cela pouvait être un métier intéressant. Mais, je n'avais en fait aucun plan de ce que je voulais faire de ma vie. Pendant les vacances d'été, j'ai commencé à grandir un peu peut-être. J'ai réussi que des portes allaient se fermer, alors mémoire que je ne savais pas exactement pourquoi je voulais passer. Je me rappelle avoir dit à mes parents : « Si je mets la blouse blanche, je ne pourrai plus toujours l'enlever. Les enseignants m'ont proposé de passer en deuxième générale. Ils me prévoient que cela n'allait pas être facile, qu'il y aurait des parties très techniques, beaucoup de mathématiques. Mais ils me disaient aussi que si je réussissais, j'aurais 3000 bac et que je pourrais aller étudier. Jusque-là, j'avais été un élève moyen… pour l'adjoindre de manière anonyme. Mais il y a comme suite de débat. Dans la filière du général, je me retrouvais parmi les premiers de la classe. Le goût pour beaucoup plus élevé des langues m'a dit certains enseignants … Les parcours scolaires ne sont pas tous en ligne droite. Ils peuvent dépendre de très peu : d'un examen de rattrapage, d'une conversation, d'un enseignant qui insiste. Nous pensons beaucoup en terme de systèmes, de kits de règles. Mais finalement, une carrière scolaire dépend souvent de des petits moments où les choses peuvent basculer d'un côté comme de l'autre …*

Les déterminismes sociaux pèsent pourtant lourd. À la page 84 du dernier « Bildungsbericht », on peut constater un mécanisme qui malgré la cause de réformes mis vers le bas, étudiant « Bien ha commencé de « Spezialgymnasium », ce mus atteint les 75 pour cent ; alors qu'à Differdange, Wiltz ou Londrefiche, il passe au dessous de la barre des vingt pour cent. En somme, cette cette me dit rien sur le pourcentage d'élèves qui vont rattraper au cycle préparatoire. Dans votre commune de Differdange, ce mus est le quinzième point cent. Ces données vous choquent-elles ?

Je ne dirais pas que ce sont des choses que je découvre, mais elles m'interpellent, elles me passent un défi. Cela m'incite à reprendre ce mandat ère. Je savais depuis longtemps que c'était une réalité… Mais je sais également que ce n'est pas spécifique au Luxembourg et que dans les grandes agglomérations nationales on va retrouver des répartitions similaires entre la « Realschule » et le « Gymnasium ». Le système scolaire est injuste et inefficient. On parle d'une perte de potentiel, tant humain qu'économique, que le pays ne peut tout simplement plus se permettre. Nous avons devoir de baisser plus de jeunes à un niveau de formation élevé. Et aussi je vois le besoin en main d'œuvre haute mente qualifiée. Il y a là un réservoir économique inexploité.

Comment concilier ce système qui dans les faits discrimine de manière assez flagrante les enfants issus de milieux populaires ? Peut-on parler dans ce cadre de démocratie scolaire ?

Je n'accepterai personne de racisme structurel. Certes pas comme si la ségrégation se faisait selon la nationalité. Pas plus en fonction de la couleur de peau. Dans les années 1970, il y avait beaucoup enfants d'immigrés issus de la République socio-économique entre classique et technique et la même qu'aujourd'hui.

Mais quel sens attribuez-vous au système scolaire si nous résultats qu'il produit ?

Je dirais qu'il est injuste et inefficient. On parle d'une perte de potentiel, tant humain qu'économique, que le pays ne peut tout simplement plus se permettre. Nous avons devoir de baisser plus de jeunes à un niveau de formation élevé. Et aussi je vois le besoin en main d'œuvre haute mente qualifiée. Il y a là un réservoir économique inexploité.

Lorsque vous êtes entré en ministère en 2014, vous avez fortement en tête l'échec de votre prédécesseur, Mady Delvaux (LSAP), dont le projet de réforme du second cycle avait dissolution la fureur des professeurs de langues. Aviez-vous le sentiment que vous avez très vite décidé de contourner ces obstacles en vous simplifiant une nouvelle offre : les écoles publiques européennes ?

Je ne crache pas que je suis un adepte des solutions pragmatiques. C'est la voie que nous avons prise avec les écoles européennes. Ce modèle avait fait ses preuves. Il était sous la haute estime par la population publique luxembourgeoise. Les gens savent que ce sont de bons diplômes, de bonnes écoles, des programmes sérieux et en plus, c'est multilingue, donc adapté à nos pays. Personne n'avait donc l'impression que le ministère ou le gouvernement voulait en faire baisser le niveau… Ce projet de développement vers le bas, je ne l'ai pas vendu lors des débats parlementaires qui étaient autour de la création des « nouvelles écoles européennes ». Enfin, à une exception près : le député Fred Keup (ADR), qui estimait qu'il serait plus « facile » d'y obtenir un diplôme. Nous estimions donc que nous avions d'autres chances de faire passer cette nouvelle offre scolaire.

Comment est née l'idée des écoles publiques européennes ? Cette décision a-t-elle été prise au sein de votre cabinet politique ? A-t-elle rencontré des résistances au sein du ministère ?

Ce n'est pas comme si on n'était rien en peu comité au ministère et qu'on avait décidé d'ouvrir ses écoles européennes sur les surprises la veille. Concrètement, c'est parti du projet du lycée à Differdange. Il y a eu beaucoup de doute en ce lieu, en particulier la commission scolaire, où j'ai beaucoup appris. Nous avons toujours plaidé pour que Differdange, en tant que troisième commune du pays avec plus de 20 000 habitants, devrait un jour avoir son lycée. Mais quand j'ai vu que les premiers pouces prenaient dy implanter un lycée classique à l'instar de ceux de la capitale dès

Lorsque vous êtes entré en ministère en 2014, vous avez fortement en tête l'échec de votre prédécesseur, Mady Delvaux (LSAP), dont le projet de réforme du second cycle avait dissolution la fureur des professeurs de langues. Aviez-vous le sentiment que vous avez très vite décidé de contourner ces obstacles en vous simplifiant une nouvelle offre : les écoles publiques européennes ?

Je ne crache pas que je suis un adepte des solutions pragmatiques. C'est la voie que nous avons prise avec les écoles européennes. Ce modèle avait fait ses preuves. Il était sous la haute estime par la population publique luxembourgeoise. Les gens savent que ce sont de bons diplômes, de bonnes écoles, des programmes sérieux et en plus, c'est multilingue, donc adapté à nos pays. Personne n'avait donc l'impression que le ministère ou le gouvernement voulait en faire baisser le niveau… Ce projet de développement vers le bas, je ne l'ai pas vendu lors des débats parlementaires qui étaient autour de la création des « nouvelles écoles européennes ». Enfin, à une exception près : le député Fred Keup (ADR), qui estimait qu'il serait plus « facile » d'y obtenir un diplôme. Nous estimions donc que nous avions d'autres chances de faire passer cette nouvelle offre scolaire.

Comment est née l'idée des écoles publiques européennes ? Cette décision a-t-elle été prise au sein de votre cabinet politique ? A-t-elle rencontré des résistances au sein du ministère ?

Ce n'est pas comme si on n'était rien en peu comité au ministère et qu'on avait décidé d'ouvrir ses écoles européennes sur les surprises la veille. Concrètement, c'est parti du projet du lycée à Differdange. Il y a eu beaucoup de doute en ce lieu, en particulier la commission scolaire, où j'ai beaucoup appris. Nous avons toujours plaidé pour que Differdange, en tant que troisième commune du pays avec plus de 20 000 habitants, devrait un jour avoir son lycée. Mais quand j'ai vu que les premiers pouces prenaient dy implanter un lycée classique à l'instar de ceux de la capitale dès

Claude Meisch dans son bureau sur les rives de Clausen